



**PRÉFET  
DE LA  
CÔTE-D'OR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

**Unité Départementale de la Côte-d'Or**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 417 du 11 mars 2025**

portant mise en demeure

----

**Société GLP**

**11 RUE ROMELET  
21600 LONGVIC**

----

Le préfet de la Côte-d'Or

**VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** le Code de justice administrative ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 13 juin 2001 pour l'exploitation d'un ensemble d'entrepôts sur le territoire de la commune de Longvic au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 17 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 04 août 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** le courrier de GLP Longvic du 18 juillet 2024 qui explicite les actions envisagées à la suite de l'inspection du 15 mai 2022 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 28 novembre 2024, transmis à l'exploitant par courrier du 10 février 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** le projet d'arrêté transmis le 10 février 2025 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 13 de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé dispose : « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :
  - (a) Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
  - (b) Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. . » ; (...)

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. »

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 28 novembre 2024, l'inspection a constaté que l'installation ne disposait pas des réserves additionnelles d'eau nécessaires pour l'ensemble du site ;

**CONSIDÉRANT** que cette non-conformité avait déjà été signalée lors de l'inspection du 19 mai 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société GLP de respecter les prescriptions de l'article 13 de l'arrêté ministériel susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet**

La société GLP exploitant un ensemble d'entrepôts sise 11 rue Romelet à Longvic est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.

### **Article 2 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3 : Notification et Publicité**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société GLP.

**Article 4 : Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de la commune de Longvic, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON

Le Préfet

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire Général

signé

Denis BRUEL